

LE PROGRAMME DE TRANSITION

LES CONDITIONS ACTUELLES DE LA LUTTE POUR LE SOCIALISME

Le pouvoir gaulliste s'use. Il aura, dans un avenir pas très lointain, à subir les assauts de la droite fascisante et la mobilisation ouvrière.

La question de sa succession est désormais posée. Toutes les grandes organisations ouvrières donnent comme perspective le rétablissement de la démocratie bourgeoise. Ce n'est pas le changement de vocabulaire qu'a proposé Maurice Thorez à la session du dernier Comité Central qui peut prouver le contraire.

Cette position n'est que bien normale de la part d'organisations comme le Parti Socialiste S.F.I.O. Le réformisme, en effet, consistant à conquérir la démocratie, à grignoter le pouvoir bourgeois, le socialisme se trouve, tout naturellement, reporté dans un avenir indéterminé.

Les arguments thoreziens sont évidemment plus subtils, ils font leur part au pouvoir ouvrier, à la dictature du prolétariat, en bref, à la Révolution. G. Frischmann, reprenant la résolution votée au XVI^e Congrès, présente le régime démocratique devant succéder au gaullisme comme une courte étape : « ... il n'y a plus à notre époque de long intervalle historique entre les transformations démocratiques et les transformations socialistes. » « L'Humanité », 5 juin 1962.

LES PREMISSES ÉCONOMIQUES EXISTENT

Cela revient, malgré tout, à dire que la situation n'est pas mûre pour le socialisme. L'analyse économique et sociale de la réalité contemporaine infirme ce jugement :

● 1. Le développement des forces productrices dans le monde et particulièrement en France, tant en raison de la concentration accrue que des applications des découvertes scientifiques, le caractère social de la production, toujours plus manifeste, rendent surannées et même absurdes la propriété privée des grandes installations industrielles et des grands moyens d'échange.

● 2. L'irréversibilité de la crise de la démocratie bourgeoise dont le bonapartisme gaulliste est une manifestation, ne laisse d'autres solutions politiques véritables que les « Etats forts » capitalistes sans base parlementaire ou celle du pouvoir ouvrier ouvrant la perspective du socialisme.

Ainsi donc, du point de vue objectif, c'est-à-dire du point de vue économique, les conditions du socialisme sont réunies.

La fonction des grandes organisations ouvrières serait d'élever la conscience des travailleurs au niveau de cette exigence historique, inscrite dans les tendances de développement de la société. Elles ne s'en acquitteraient pleinement qu'en élaborant et en proposant aux masses un programme qui y corresponde.

Ce travail d'élaboration, en raison de la carence des grands partis et des centrales syndicales échoit aux petites organisations. C'est, actuellement, une de leurs tâches les plus impérieuses. Le Parti Communiste internationaliste ne prétend pas qu'à lui seul il pourra mener à terme l'élaboration d'un programme concret. Une confrontation avec d'autres courants, avec les milieux ouvriers et populaires les plus variés, s'impose. Cependant, dès maintenant, la tâche peut être entreprise.

LE BON USAGE DU FRONT UNIQUE

Le pouvoir ouvrier en France ! Beaucoup de travailleurs n'y croient guère ; et pour une bonne raison : leurs partis n'y croient pas eux-mêmes ; l'illusion parlementariste est cultivée, la conquête de l'appareil d'Etat par 51 % des voix aux élections législatives est un credo commun au P.C.F. et à la S.F.I.O. Toute l'expérience d'un siècle de mouvement ouvrier, où chaque venue au pouvoir de la gauche s'est soldée par une trahison d'abord, par une réaction anti-ouvrière ensuite, est effacée par l'argument stupide : il aurait fallu 2 ou 3 % de voix en plus, ou par cet alibi : « Nos alliés nous ont trahis, il aurait fallu que nous soyons au pouvoir nous tout seuls. » La seule leçon historique tirée par ces « théoriciens » c'est donc : « Il n'y a plus qu'à recommencer. »

Mais la géographie politique de notre mouvement ouvrier a atteint depuis quinze ans une stabilité qui ne pourra être remise en cause que par des changements d'orientation très importants de la part des partis ouvriers. S.F.I.O. et P.C.F., demeurant ce qu'ils sont, ne peuvent plus désormais mordre l'un sur l'autre, et le P.S.U. reste une petite organisation à l'avenir incertain. Par ailleurs, les échecs répétés des lut-

MODIFICATIONS INTERVENUES DEPUIS 10 ANS

Les masses travailleuses ont besoin d'un programme de transition. Pas de transition du bonapartisme gaulliste à la démocratie bourgeoise, même considérablement améliorée, mais de transition du capitalisme au socialisme.

Ce n'est que par la mobilisation des travailleurs qu'un gouvernement des organisations ouvrières sera mis en place et abattu le capitalisme.

On ne peut, d'une part, mobiliser les travailleurs en négligeant leurs revendications quotidiennes. Il n'est pas possible, non plus, de se borner à un programme de revendications immédiates (programme minimum).

Le programme devra contenir des revendications et proposer des mesures qui constituent des points de rupture avec le système capitaliste, c'est-à-dire des revendications qu'il pourra difficilement accepter parce qu'elles mettent en cause d'une manière ou d'une autre la domination du Grand Capital. Enfin le programme proposera des mesures que seul un gouvernement ouvrier pourra prendre.

C'est la combinaison intime de toutes les revendications et de toutes les mesures de ce type qui donne au programme un caractère révolutionnaire et réaliste.

Ces considérations constituent une véritable conquête théorique sur l'opportunisme de tout acabit et le verbalisme révolutionnaire ultra-gauche. C'est le mérite des trotskystes de les avoir défendues dans le mouvement ouvrier pendant des dizaines d'années. Le programme de transition élaboré en 1938, au moment de la constitution de la Quatrième Internationale s'inspire de principes tout à fait valables, mais il ne répond plus entièrement à la situation économique et sociale actuelle. En effet, il fut élaboré dans une période :

1. de stagnation et de régression des forces productives et de chômage intense, alors que depuis 1953, en Europe occidentale, en France particulièrement, les forces productives n'ont cessé de se développer et que le plein emploi est assuré ;

2. où le niveau de vie de la classe ouvrière et des travailleurs en général ne cessait de baisser. On aurait pu à bon droit parler de paupérisation absolue. Depuis 1952, au contraire, si l'on fait entrer en ligne de compte les heures supplémentaires, le niveau de vie ne baisse pas ; il a même tendance à augmenter, surtout pour les couches ouvrières de l'industrie privée, celles qui, traditionnellement et socialement constituent l'avant-garde prolétarienne. Les travailleurs ont souvent la possibilité de consacrer une part relativement importante de leur budget à des dépenses extra-alimentaires ;

3. de nationalisme économique qui a fait place à une politique d'intégration économique au niveau de l'Europe occidentale ;

4. de recours au fascisme, considéré comme issue adéquate à la crise irréversible de la démocratie bourgeoise parlementaire.

tes ont réduit la masse militante des partis traditionnels. La S.F.I.O. n'est qu'un ensemble, peu militant, de comités de soutien de ses notables ; le P.C.F. annonce triomphalement des gains de milliers de membres, mais se tait sur ses pertes plus importantes encore. La jeunesse est peu attirée par ces vieux partis, et ceux-ci se gardent bien d'analyser sérieusement le phénomène qu'ils appellent la « dépolitisation » des jeunes générations. En fait, les travailleurs sont organisés dans les partis à un très faible pourcentage, et les syndicats eux-mêmes n'ont plus des effectifs comparables à celui de la C.G.T. unifiée de 1945-46.

La gauche bourgeoise, telle qu'elle s'exprime dans *Le Monde* ou *l'Express*, a une conception de l'unité d'action. Consciente de sa faiblesse devant la droite fascisante et fasciste, elle réclame cyniquement l'appoint de masse de la classe ouvrière contrôlée par le P.C.F. dont exige de lui à la fois qu'il limite le mouvement et accepte de se tenir en retrait, « pour ne pas effaroucher les classes moyennes ». Cela n'indigne le Bureau politique thorezien que dans la mesure où il estime qu'avec tous les gages qu'il donne, il est juste que quelques fauteuils ministériels récompensent son appoint si décisif. Mais au fond, tous sont d'accord pour déposséder la classe ouvrière de l'action qu'ils escomptent. Comment de telles perspectives politiseraient-elles la jeunesse qui mesure assez bien les menaces du fascisme.

Tous ces dirigeants vendent la peau de l'ours, mais ils attendent qu'il meure de vieillesse, car ils sont bien décidés à ne pas se servir de fusils. Ils sont navrés d'irréalisme face à l'Etat autoritaire et policier que de Gaulle ne parvient justement à consolider que sur le plan légaliste et constitutionnel.

A l'inverse, dans les luttes pourtant limitées (et ca-

La stabilisation relative du capitalisme en Europe occidentale, l'absence de crise économique majeure, font reléguer pour le moment cette « solution » au magasin des accessoires inutiles : le bonapartisme suffit qui concilie, en France, les exigences de la concentration et la possibilité d'agir doucement envers le mouvement ouvrier (*).

Ces modifications si importantes qu'elles soient, ne constituent pas des transformations fondamentales du capitalisme, comme le pensent les révisionnistes : les ouvriers vendent toujours leur force de travail dont les propriétaires des moyens de production ne cessent de tirer de la plus-value, comme aux plus beaux jours (pour eux) du XIX^e siècle.

C'est là l'essence du capitalisme qui n'a pas changé quant à sa nature profonde.

Mais les modifications dont nous venons de faire état obligent à rédiger un programme nouveau, en conformité avec la situation.

En effet, les problèmes économiques, politiques, l'action revendicative, du fait de l'existence du Marché commun tendent à s'uniformiser au niveau de l'Europe.

Les revendications se situent à un niveau beaucoup plus élevé et ont trait aux conditions générales de la vie des travailleurs, non seulement dans le domaine des salaires, mais aussi dans celui de la durée du travail, des loisirs, de la culture, du logement.

Le mouvement ouvrier organisé se propose un autre but que celui de l'élévation de la consommation et la solution des problèmes sociaux. Il vise à mettre fin à l'aliénation de la classe ouvrière. Dans la nouvelle situation, le programme de transition devra contenir toute une série de revendications relatives à la place du travailleur dans le pays et l'entreprise.

Leur rôle révolutionnaire consistera précisément en ce qu'elles tendront à mettre en cause la domination de la bourgeoisie, à introduire à l'usine, dans la commune, dans le pays une contestation du pouvoir bourgeois, un « double pouvoir », seul véritable tremplin pour renverser le pouvoir du capital.

C'est de cette manière qu'il faut poser la question du fonctionnement des Comités d'Entreprise, d'Usine, des syndicats, de la politique des représentants ouvriers dans les organismes économiques, pour éviter l'enlisement dans ce réformisme.

La coordination des grèves, et en général des mouvements revendicatifs suppose une connaissance précise et approfondie de la situation ouvrière : salaires, rémunérations, différentes catégories de travailleurs. Les effets des progrès techniques ne remettent pas en cause, comme les néo-capitalistes le prétendent, le socialisme, mais ils sont à l'origine de certaines modifications dans la structure de la classe ouvrière dont il faut tenir compte.

L'UNION DE TOUS LES TRAVAILLEURS

Conformément à l'esprit du marxisme, la classe ouvrière constitue l'avant-garde dans la lutte anticapitaliste. Cela suppose que les autres travailleurs, paysans, intellectuels, couches moyennes se joignent au prolétariat sous sa direction.

nalises par les directions traditionnelles), la puissance ouvrière s'affirme. C'est que depuis déjà de longues années, ces luttes ne sont possibles à engager que dans un front unique où les intérêts fondamentaux des travailleurs s'imposent par dessus les frontières dressées par les Centrales et les Partis.

L'exemple d'août 53 est celui qui montre le mieux les possibilités de la classe travailleuse, brisant les cloisonnements professionnels dans une action spontanée, et venant ébranler l'Etat bourgeois.

Il faut se souvenir que ce mouvement fut arrêté par les directions syndicales qui se précipitèrent à sa tête pour en rétablir l'élan et empêcher son élargissement du secteur public au secteur privé.

Le modèle de cette lutte reste parfaitement valable. On nous dira que de Gaulle est un adversaire plus difficile qu'un Laniel. C'est vrai, mais l'Etat autoritaire n'est pas l'Etat fort qu'il prétend être, et les grèves généralisées ne se combattent pas aussi aisément que les oppositions parlementaires qu'un coup de botte du général-président fait ordinairement rentrer à la niche.

Le front unique doit donc être cimenté à partir des luttes revendicatives sur les plus brûlants des problèmes ouvriers qui sont en particulier, aujourd'hui, la réduction du temps de travail à 40 heures, étape vers la semaine de 35 heures, avec maintien des salaires maximum acquis par la pratique des heures supplémentaires.

Ces objectifs sont accessibles. Cela tous les travailleurs le comprennent. Encore faut-il que les directions des syndicats et des deux partis-frères-ennemis n'entravent pas ces luttes essentielles par leurs rivalités boutiquières et diplomatiques. Pour l'empêcher, le front unique doit prendre forme fixe en des comités élus par l'ensemble des travailleurs des entreprises